Un diplomate russe : la chute du mur a mis fin à l'ordre mondial après 1945

mercredi 12 novembre 2025, par NachDenkSeiten

Un diplomate Russe la chute du mur a mis fin à l'ordre mondial après 1945
Article d''Artem Sokolow 09 novembre 2025 traduit par Eve Peli NDS
"Nous avons dû reconstruire – à partir d'une position de faiblesse" – c'est par ces mots que le diplomate soviétique/russe Vladimir Mikhaïlovitch Polenov décrit la situation de Moscou à L'époque du bouleversement de 1989/90. Polenov met en lumière les circonstances de l'adhésion de la RDA à la RFA, les particularités du processus de négociation et son évaluation personnelle des conséquences des événements de 1989/90. Traduit du russe par Éva Péli.

La réunification allemande a représenté pour l'Union soviétique d'immenses défis politiques et diplomatiques. Polenov, ancien conseiller de l'ambassade soviétique en RFA, n'a pas seulement été impliqué de près dans ce qui s'est passé. Il a ensuite joué un rôle déterminant dans la rédaction de tous les accords , y compris le traité deux plus quatre, en tant que fonctionnaire du ministère des affaires étrangères russe.
Artem Sokolov : Vladimir Mikhailovich, Avez-vous vu un témoignage concernant le processus de réunification de l'Allemagne à la fin des années 1980 ?

Vladimir Polenov : En septembre 1989, après sept ans et demi de séjour presque continu en Allemagne, je suis rentré à Moscou. L'ambassadeur Juli Alexandrovitch Kwizinski ne voulait pas vraiment me laisser partir à l'époque – en partie parce qu'en Allemagne de l'est des mouvements se produisaient qui ont conduit à la situation d'aujourd'hui.

Je ne dirais pas qu'à l'époque, à l'Ambassade de L'Union soviétique en République fédérale d'Allemagne, nous avions le sentiment que quelque chose allait se passer – et que le mur ne tomberait en rien de temps.. Je ne crois pas vraiment ceux qui ont affirmé plus tard avoir prévu cette évolution rapide des événements, qui a eu l'effet d' un rouleau compresseur sur l'équilibre international, y compris pour droit international. Mais il était clair qu'un processus était en cours dans le sens d'une "décomposition" de la RDA.

Nous l'avons déjà ressenti en 1986. Pourquoi ? Alors même, nous qu'à Bonn, par nos contacts, il était clair que la Politique menée par de Mikhail Sergeevich Gorbatchev était hostile aux dirigeants de la RDA. La visite de mon ami, le ministre-président du Bade-Wurtemberg, Lothar Späth, à Berlin-Est a été révélatrice. Au cours de ces années, j'ai officiellement occupé le poste d'attaché culturel de l'Ambassade et, en outre, J'ai été de facto assistant de L'Ambassadeur par intérim J. A. Kwizinski. Späth m'a appelé et m'a demandé de venir à L'ouverture d'une exposition d'artistes est-allemands à Stuttgart. Il est à noter que la représentation permanente de la RDA ne m'avait pas invité à cet événement, même si j'étais conseiller culturel … Je ne suis venu que pour le dîner, et Späth m'a longuement parlé de sa conversation avec Honecker en aparté. Bien sûr, ils ont parlé de L'Union soviétique, de la perestroïka et de Gorbatchev. Honecker a ouvertement critiqué M Gorbatchev, en utilisant tous les jurons qui lui venaient à l'esprit. De retour à Bonn, j'ai longuement parlé de cette

conversation à L'ambassadeur Kwizinski. En fin de compte, nous avons décidé de ne pas en informer Moscou.

Ainsi, dès 1986, un décalage était évident entre la perception de notre perestroïka par les dirigeants de la RDA et sa propre réalité. La division au sein de la RDA s'est intensifiée avec la visite de Gorbatchev à Bonn en juin 1989. les Allemands de l'Ouest l'ont accueilli avec enthousiasme – à Bonn et à Stuttgart, où il s'est également rendu. J'étais alors responsable, entre autres, du programme de Raissa Gorbatchev. Nous avons visité Stuttgart, un jour de semaine, devant le château (place du centre ville), 20 000 à 30 000 personnes se sont rassemblées juste pour voir le chef de l'État soviétique. Lorsque nous avons visité une simple famille ouvrière dans une banlieue de Stuttgart avec à la demande de Raïssa, après la réunion, nous avons trouvé notre voiture officielle, une ZIL, recouverte de plusieurs couches de fleurs. C'est ainsi que les Allemands ont vécu cette visite.

Puis a suivi la visite de Gorbatchev à Berlin Est. C'est alors que le monde entier a vu et entendu ces cris : "Gorbi, sauve-nous ! Aide-nous ! ". Dans le même temps, il y avait les manifestations du lundi à Leipzig.

J. A. Kwizinski ne pouvait plus me garder à Bonn. Moscou a insisté sur le fait que mon détachement de sept ans et demi était maintenant terminé et que je devais rentrer. Comme je n'avais pas la possibilité de prendre des vacances chaque année, j'avais prévu d'utiliser ce temps, j'avais accumulé au moins trois mois de congés. Cependant, tout est tombé à l'eau avec la réunification allemande. Au bout de trois semaines de vacances , le chef du département européen du ministère des Affaires étrangères, Alexander Pavlovich Bondarenko, m'a appelé et m'a demandé :
• Que faites-vous ?
• Je ne fais rien, je suis en vacances.
* Quel genre de vacances ? Tu ne vois pas ce qui se passe ?
J'ai été rappelé de toute urgence et j'ai participé à la rédaction du projet d'accord deux plus quatre, de Moscou de la chute du mur. Il était clair que L'ouverture des frontières ne profiterait pas seulement aux Allemands de l'est et de l'Ouest, mais détruirait également tout L'ordre d'après-guerre.

Nous savons très bien comment le mouvement de la RFA vers L'unification a évolué – tout d'abord, l'idée d'une confédération ou D'une fédération est née. Mais lorsqu'il s'agissait d'examiner les conséquences pour la politique étrangère de la réunification, de nombreuses questions se sont posées.

Le plus important, bien sûr, était que nous n'avions d'autre choix que de trouver une présentation de cette réunification, en tenant compte de nos intérêts, principalement parce que nous avions des troupes stationnées en RDA. Comme on le sait, tous ce processus a été précédés d'un traité entre la RFA et la RDA sur la création d'une union monétaire, économique et sociale. Le Deutsche Mark est passé à l'est. Je me souviens bien D'avoir siégé avec Bondarenko au bureau du Conseil D'Ambassade à Berlin à la fin du mois d'avril 1990. Nous avons entendu la clameur de la foule sur « Unter den Linden » (la grande avenue de Berlin Est où se trouvait aussi l'Ambassade d'URSS) , des vendeurs étaient déjà installés, vendant du Coca-Cola, divers bonbons et friandises, jouant de la musique. À l'époque, les vendeurs acceptaient déjà les le Mark est-allemand et le DM.

À ce moment-là, L'ambassadeur Kwizinsky a dû retourner d'urgence à Moscou, car il était nommé vice-ministre. Donc, après avoir travaillé dans le département Europe pendant une courte période, j'ai rejoint le secrétariat de J. A. Kwizinski pour participer davantage à cette négociation.

Cela m'a causé beaucoup de nuits blanches. Un jour, l'ambassadeur m'a appelé dans son bureau et m'a dit : "rédigez un projet d'accord pour le retrait de nos troupes. "Ma première pensée a été :"

mais comment ? Où dois-je regarder ? Nos troupes n'ont pas été retirées ! ". il répondit : "Je ne sais pas– asseyez-vous et écrivez : les principes de droit international concernant la réunification ont été élaborés par J. A. Kwizinski. Nous avons exigé des conditions très dures, comme il est d'usage dans une négociations. J'ai dû rédiger presque tous les autres projets d'accord, à l'exception du traité sur les aspects patrimoniaux et financiers de la réunification. Mais le "grand traité", C'est-à-dire le Traité de bon voisinage, de partenariat et de coopération avec la RFA, paraphé à notre insistance le lendemain de la signature du traité deux plus quatre à Moscou, est devenu l'objet de ma mission.

De retour au ministère des Affaires étrangères après des vacances réduites début octobre 1989, j'ai commencé à me familiariser avec les rapports de nos ambassadeurs des deux capitales allemandes. Franchement, la quasi-totalité des informations sur la situation en RDA et les risques associés ne provenaient pas de Berlin, mais de Bonn. Cela était probablement dû au fait que les dirigeants est-allemands étaient extrêmement réservés à l'évolution de l'Union soviétique depuis le milieu des années 1980 et traitaient nos diplomates avec beaucoup de réserve. Le flux D'informations, mis à part les scènes de rue visibles à Leipzig et à Berlin, était très limité. Notre ambassade en RFA a reçu des informations beaucoup plus complètes.

Ils ont dit que la réunification de L'Allemagne leur avait fait perdre leurs grandes vacances …

C'est-à-dire que vous avez appris la chute du mur de Berlin en 1989 par les nouvelles ? Comment avez-vous réagi à cet événement ?

Je dois dire que je n'ai pas travaillé en RDA. Je n'étais à L'ambassade soviétique à Berlin (en 1973 juste cinq mois, comme le voulait la tradition à l'époque après quatre ans D'études). Toute ma vie professionnelle a été liée à la RFA, puis à L'Allemagne réunifiée. Mais pas plus tard qu'en 1973, alors que J'étais un étudiant inexpérimenté et que je parlais aux résidents de la RDA, j'ai posé une fois la question naïve : "comment percevez-vous la division de votre pays ? "l'un d 'eux m'a répondu tout simplement : "vous comprenez que si vous coupez une main, elle tombe et le bras saigne. « La division du pays n'était pas normale pour la plupart des gens. La construction du mur a contribué à préserver la RDA en tant qu'état. Sans cela, l'afflux de personnes de L'est à Berlin - Ouest aurait probablement encore augmenté, avec des conséquences économiques et internationales correspondantes, je ne justifie pas la construction du mur. Apparemment, cette décision était le seul possible à l'époque. Il y a eu divers excès : la police et les gardes – frontières ont tiré sur ceux qui voulaient traverser la frontière-tout cela, bien sûr, a été diffusé dans les médias occidentaux. Mais en même temps, il faut comprendre que même à l'époque où il n'y avait pas encore Internet, un flot de matériel de propagande via la télévision de la RFA envahissait la RDA. À bien des égards, cela l'emportait même sur la position est-allemande, bien que la propagande en RDA soit à un niveau élevé. J'ai écrit ma thèse sur le thème : "la propagande de politique étrangère de la RDA dans les conditions de l'Expansion idéologique de la RFA".

On ne peut pas dire que nous avons été indignés par la chute du mur. Ce processus était inévitable et devait se produire tôt ou tard, car trop de choses avaient fondamentalement changé au cours des 44 années écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

J'ai commencé à travailler à Bonn en 1974.

Comment était cette époque ?

« C'était une époque où, à notre Initiative et à la suite d'intenses efforts politiques et diplomatiques, quelque chose qui n'avait pas été possible depuis longtemps était accompli. La signature du traité de Moscou de 1970, la conclusion de L'accord des quatre puissances sur Berlin-Ouest et, bien sûr, l'admission des deux états allemands à l'ONU en 1973. Nous avons pu obtenir que les deux états

allemands agissent comme des acteurs égaux dans le domaine des relations internationales. Il était symbolique Qu'Erich Honecker soit venu à Bonn pour une visite et qu'une photo du chancelier fédéral et du chef de l'état de la RDA ait été prise sur fond de drapeaux des deux états allemands. Notre Diplomatie y a activement contribué. À son tour, 1989 a été en grande partie une conséquence directe de l'intransigeance des dirigeants de la RDA. Car même la "chute" du mur était finalement due à des erreurs et à des problèmes au sein du pouvoir est-allemand.

Oui, la déclaration de Günter Schabowski ?

Ils étaient confus et ne pouvaient plus s'y opposer.
Comment des processus similaires se sont-ils déroulés chez vous en 1991 ?
Dans quel environnement travaillaient les missions diplomatiques soviétiques et autres organisations en RDA pendant la période de transition 1989-1990 ?
Je ne sais pas très bien comment s'est déroulé le travail de nos collègues dans la capitale de la RDA, car je n'y suis allé que quelques fois… Mais j'imagine que c'était très difficile pour elle. Je me souviens de mon stage à l'Ambassade à Berlin en 1973. j'ai alors observé certains processus au sein du Parti socialiste unitaire D'Allemagne (SED). Les dirigeants de la RDA ont réussi à les arrêter temporairement, mais pas à les stopper complètement.

Rappelons-nous de L'histoire de Werner Lambertz, membre du Politburo du Comité central du SED : un cadre de parti jeune, actif, populaire et intelligent. Nos collègues de l'ambassade soviétique en RDA ont maintenu de bons contacts, voire amicaux, avec lui. Pourtant, à un moment donné, les forces plus âgées de la direction du SED ont considéré ces personnalités plus jeunes et plus ouvertes à la réforme comme des facteurs de faiblesse. Werner Lambertz est décédé tragiquement dans un accident d'avion bien trop tôt … la rigidité du cercle de direction de la RDA s'était déjà manifestée depuis le milieu des années 1970. Dans ce contexte, il est devenu de plus en plus difficile pour nos diplomates d'obtenir de bonnes informations.
Les Occidentaux ont affirmé que L'ambassadeur Piotr Andreevich Abrassimov avait coincé la porte du bureau d'Erich Honecker avec son pied. C'était loin d'être le cas.
En Allemagne de l'est, on savait très bien comment se comporter avec extérieurement la soumission à l'URSS, tout en maintenant ses propres points de vue étroits. Il suffit de penser dans quel état se trouvait l'économie dans les années 1980 et à quoi ressemblait l'économie de la RDA par rapport à l'économie soviétique. Ce n'est pas un hasard si l'Allemagne de l'est a longtemps soutenu la thèse selon laquelle la RDA est la dixième plus grande économie du monde !

Vitrine du socialisme.

Oui, bien sûr. Les Allemands de l'est pouvaient vraiment se taper sur l'épaule et dire : "Regardez ici !" Je me souviens exactement de ce qui était alors vendu dans les magasins de la capitale de la RDA et dans les magasins de Moscou ».

N.B. : Vladimir Polenov est un diplomate soviétique et russe, Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire de 1re classe, qui a longtemps travaillé en RFA et a participé aux négociations deux plus quatre. Il est L'auteur du traité de bon voisinage, de partenariat et de coopération entre la RFA et L'Union soviétique de 1990, qui a défini les bases des relations russo-allemandes pour les prochaines décennies.
Artem Sokolow, chercheur à L'Institut D'études internationales du MGIMO, est un expert reconnu des relations internationales. Ses recherches portent sur la politique étrangère et intérieure

allemande, l'histoire allemande et l'intégration européenne.
Cet entretien fait partie d'une série de documents analytiques sur la politique étrangère et intérieure de la RFA, préparés par des employés de l'Institut d'études internationales du MGIMO (Institut D'état des relations internationales de Moscou du ministère des Affaires étrangères de Russie). Nous publions l'Interview en deux parties.
Le présent entretien fait partie de l'analyse de la réunification allemande, préparé au MGIMO du Ministère russe des Affaires étrangères, en 2024. Rapport annexe" union et division : 35 ans d'adhésion de la RDA à la RFA " poursuit dans la tradition du MGIMO sur la politique allemande.
Dans L'ensemble, nous sommes les perdants" – diplomate soviétique sur le traité deux plus quatre-Partie 2
10 novembre 2025 à 10:00 un article D'Artem Sokolow
La réunification allemande a posé d'immenses défis politiques et diplomatiques à L'Union soviétique en 1990. Comme le rapporte Vladimir Mikhaïlovitch Polenov, diplomate soviétique/russe, le processus a été marqué par L'incertitude et le sentiment de "destruction" de la RDA.
Artem Pavlovich Sokolov a mené cette Interview dans le cadre du rapport analytique de L'Institut D'études internationales du MGIMO (Institut D'état des relations internationales de Moscou du Ministère russe des Affaires étrangères), publié sous le titre "réunification désunie » : 35 ans D'adhésion de la RDA à la RFA" en 2024. Vous pouvez lire la première partie de l'interview ici.
Traduit du russe par Éva Péli.
Cette Interview offre le point de vue d'un initié qui a non seulement été témoin de près des tensions entre la direction de la RDA et Moscou-par exemple lors de réunions avec Erich Honecker – mais qui a ensuite joué un rôle déterminant dans l'élaboration des règlements sur l'unité allemande en tant qu'employé du ministère soviétique des Affaires étrangères, en Il décrit la dureté diplomatique des négociations, le retrait de troupes nécessaire à court terme et la question de savoir qui est sorti de ce processus historique comme gagnant et qui a été perdant.

Artem p. Sokolov *: Comment s'est passée la coopération entre les diplomates soviétiques et est-allemands pendant la période de transition 1989-1990 ?*
Nous avons déjà parlé du fait qu'il y avait un niveau élevé de méfiance dans la seconde moitié des années 1980. Y a-t-il eu des changements au cours de ces mois difficiles ?

Vladimir M. Polenov : nous avons bien sûr rencontré à Bonn les diplomates est-allemands, ainsi que tous nos amis, ambassadeurs et représentants permanents des pays socialistes. Il y a également eu des conversations informelles. Mais j'avais l'impression qu'on n'était plus aussi ouvert envers nous. Ces diplomates étaient déjà sous la pression des dirigeants de leurs pays, qui ne voulaient probablement rien entendre qui ne correspondait pas à leur vision du monde.
Aujourd'hui, je me demande : "comment les diplomates de la République fédérale d'Allemagne se sentent-ils actuellement en Russie ?
« Ils doivent, comme tous les diplomates, transmettre des informations à leur gouvernement, à Berlin, évaluer la situation politique intérieure et les mesures prises par la Russie en matière de politique étrangère. Que rapportez-vous ? Pouvez-vous signaler ce qui se passe réellement ou devez-vous vous adapter au courant dominant dans votre pays d'origine ? Je pense que c'est tout le problème du diplomate ! Nous, diplomates russes, apprenons d'abord que, malgré tout, nous devons rapporter la vérité. Les diplomates allemands demandent la même chose. Je pense que les ambassades occidentales en Russie travaillent actuellement dans une situation similaire à celle des diplomates de la RDA dans les années 1980.
Lorsque l'unification allemande et donc la fin de la RDA sont devenues inévitables, les diplomates

est-Allemands ont été confrontés à un choix : pariaient-ils sur la poursuite de leur carrière dans L'Allemagne unie ou reconnaissaient-ils que leur avenir professionnel entrait dans une période d'incertitude ?

Je pense qu'ils ont dû comprendre que les temps avaient changé. Après la réunification, presque tous les diplomates de la RDA ont été démis de leurs fonctions au ministère des Affaires étrangères, à l'exception de quelques traducteurs de langues rares dont l'expertise n'a pas pu être remplacée. Certes, quelques années plus tard, d'anciens collègues ont été rappelés ; aujourd'hui, les Allemands de l'est sont moins rares au ministère des Affaires étrangères de la République fédérale. En fait, ils ont tous été soumis à une "purge « et se sont adaptés peu à peu u au système de la RFA, même si officiellement, bien sûr, cela n'a pas été nommé ainsi. À l'époque, ils ont tous été licenciés, ont perdu leurs droits à la retraite. Nous avons maintenu le contact avec nos anciens partenaires est-allemands, pour eux ce fut très pénible. Il était difficile de comprendre ce qui se passait et, bien sûr, d'en prendre conscience et de transmettre cela à nos ex-partenaires ouest-allemands. Bien que le traité s'appelât "deux plus Quatre", la Diplomatie est-allemande était en fait écartée, elle devait sauver la face. Markus Meckel, qui a officiellement dirigé la partie est-allemande lors des négociations deux plus Quatre, ne s'est pratiquement pas exprimé. Meckel lui-même a admis plus tard que les collègues ouest-allemands traitaient les collègues est-allemands comme des citoyens de seconde classe.
Comment se sont déroulés les préparatifs de la signature du traité "deux plus quatre", quelles étaient les particularités des approches des parties prenantes ?
Tout d'abord, je vous recommande le livre de J. A. Kwizinski, "time and chance". Il décrit en détail les négociations jusqu'à l'accord final de deux plus quatre.
La formule au début était "quatre plus deux", mais cela n'a pas duré car les Allemands de l'Ouest s'y opposaient totalement. Ils ont également rejeté avec véhémence la proposition que j'ai présentée lors des négociations de Berlin – à savoir la formulation "Règlement international" au lieu d'un simple "règlement final". Les Allemands de l'Ouest voulaient empêcher cet accord de ressembler à un traité de paix. Après tout, il n'y avait pas de traité de paix entre nous, ni avec le Japon. Un traité de paix en 1990 aurait impliqué la demande de réparations. Pour cette raison, les Allemands, puis les Américains, se sont fermement opposés à L'élargissement du cercle des négociateurs. L'idée a été de mener les pourparlers d'accord sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Cela aurait porté le nombre d'États parties prenantes à près de cent. Pour les Allemands de l'Ouest, cela aurait été un désastre, car le processus aurait été retardé alors que Bonn était très pressé. Le traité formel d'adhésion de la RDA au territoire allemand en vertu de l'article 23 de la loi fondamentale a essentiellement confirmé la prise de contrôle de la RDA. C'était la pire des options, mais les Allemands de l'est n'avaient pas le choix.

Compte tenu de tout ce qui s'est passé dans les relations germano-allemandes, il était nécessaire de leur donner un cadre extérieur qui servirait de base juridique claire pour l'avenir. Quelle était la chose la plus importante à ce sujet ? La question des frontières, la question de la limitation des forces armées, la question de la non-expansion de l'OTAN vers l'est, où, pour le dire franchement, nous avons été complètement dupés. Lorsque nous avons examiné cet accord, nous avons réfléchi à qui est le perdant ici et qui est le gagnant. Dans l'ensemble, nous sommes les perdants. Cela est particulièrement vrai pour la question du retrait des troupes. Nous avons dû retirer nos troupes, tandis que les troupes américaines sont restées tranquillement en Allemagne jusqu'à aujourd'hui.

Mais le plus important était que nos relations économiques, politiques et culturelles avec l'Allemagne de l'est ont été démolies. Tout a été détruit. C'est pourquoi les bases des relations bilatérales devaient déjà être posées avec L'Allemagne réunifiée. À cet égard, l'idée d'un "grand traité" bilatéral du chancelier Helmut Kohl est né, c'est-à-dire D'un traité de bon voisinage, de partenariat et de coopération entre L'URSS et la RFA (c'est exactement comme cela que nous

aurions dû l'appeler). Cet accord a ensuite été inclus dans les accords sur une coopération économique, industrielle et scientifique et technique globale, sur des questions financières et, bien sûr, à L'accord sur le retrait des troupes. Mais pour ce dernier document, il a fallu se battre dur, car les Allemands voulaient que le retrait des troupes se fasse le plus rapidement possible. À cette époque, environ un demi-Million de soldats étaient stationnés en RDA et, avec leurs familles, soit au total 1,5 million de personnes.
La création d'une union monétaire entre la RFA et la RDA nous a immédiatement enlevé le terrain dont nous avions besoin. En fin de compte, le retrait de nos soldats a été achevé six mois plus tôt que prévu. Les troupes ont été littéralement renvoyées dans la Steppe. Les Allemands nous ont fourni 15 milliards de marks, dont trois à titre de crédit. Malheureusement, tout ne s'est pas déroulé comme nous l'aurions souhaité. En fait la négociation du traité deux plus quatre s'est déroulée très rapidement-de mai à septembre 1990, soit six mois au total. Pendant cette période, tout devait être fait de manière que nos intérêts soient pris en compte autant que possible. Nous n'avions absolument pas le temps et nous craignions que les événements ne nous emportent. Nous avons essayé de préserver nos intérêts autant que possible dans le projet de traité. C'est précisément pour cette raison qu'il y avait un lien avec la date de signature du traité lui-même : s'il devait être signé le 12 septembre, la paraphe du "grand traité" bilatéral avec la RFA devait avoir lieu dès le lendemain. C'était notre travail et nous l'avons résolu avec succès.

Cela signifie-t-il que vous avez essayé de faire passer cette idée à la dernière Minute ?

Oui, cette idée est venue, je pense, à 22 heures la veille de la signature. A cette époque, le ministre des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze a suggéré : "restez sur votre Position, dites que demain nous tiendrons une réunion ministérielle, mais nous ne signerons rien. "Et puis Hans-Dietrich Genscher a appelé l'Ambassade des États-Unis.

S'est-il plaint ?

Oui, on lui a dit que le Secrétaire D'État James Baker dormait, prenait un somnifère et buvait du Whisky. Et Genscher a dit : "je viens tout de suite et je le réveille moi-même. « Il s'est rendu à l'ambassade américaine , a réveillé le pauvre ministre des Affaires étrangères, qui a ensuite appelé son collègue britannique. Une autre réunion a eu lieu ; les britanniques ont retiré leurs exigences !

Vous avez dit que le gouvernement D'Helmut Kohl et les diplomates ouest-allemands étaient pressés. À votre avis, cette précipitation était-elle associée à des craintes concernant le sort de l'Union soviétique ?

Pour des raisons internes, les Allemands voulaient terminer d'ici le 3 octobre. C'est compréhensible, mais ce n'est le plus important. le plus importante était qu'ils comprenaient la situation précaire de Mikhail Sergueïevitch [Gorbatchev] et savaient ce qu'il en serait de son avenir politique, compte tenu de l'équilibre des pouvoirs au Soviet suprême à cette époque. C'était parfaitement clair pour eux, c'est pourquoi ils étaient si pressés. Soit dit en passant, au soviet suprême à cette époque, il n'était pas facile de défendre nos positions, de les coordonner avec le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la défense et le KGB, comme de telles situations l'exigent. J. A. Kwizinsky a littéralement dû se battre pour défendre notre position, car le premier vice-ministre des Affaires étrangères, Anatoly Gavrilovich Kovalyov, a refusé de le faire. Lorsque l'ambassadeur soviétique s'est présenté à la réunion du Soviet suprême, les délégués ont été scandalisés, pourquoi le ministre lui-même ne leur a-t-il pas parlé. Plus tard, en 1991, tout cela s'est répété. Il y avait un risque que M. S. Gorbatchev puisse être évincé. Dans ce cas, bien sûr, les Allemands n'auraient eu aucune garantie. D'autant plus que Gorbatchev venait de donner le feu vert à L'adhésion de l'Allemagne unie à L'OTAN lors de la réunion informelle d'Archys [Note . Red. : La rencontre à Archys dans le Caucase a eu lieu le 16 juillet 1990 entre le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev et le chancelier

Helmut Kohl. Là, Gorbatchev a promis que L'Allemagne réunifiée pourrait choisir librement ses alliances (C'est-à-dire L'adhésion à L'OTAN). Cette réunion a été une percée décisive sur la voie de la réunification de l'Allemagne.] Avant, il y avait encore eu des tentatives pour faire avancer l'idée d'un statut neutre. Il y avait même des idées délirantes : une partie de l'Allemagne devrait rester dans un bloc et l'autre partie dans un autre bloc.

Aurait-il été possible à l'époque d'insister pour que L'Allemagne unie conserve son statut neutre ?

Il n'y a pas de réponse définitive à cette question. Je pense que les chances auraient été là si Moscou avait fait preuve d'une certaine détermination. Malheureusement, l'Union soviétique était économiquement dans une position de faiblesse. Nous nous sommes tournés vers L'ouest avec la main tendue. Les révoltes de la faim en Union soviétique auraient pu devenir une réalité. Par conséquent, je pense que ce qui a été fait était le Maximum possible pour nous dans les conditions politiques et économiques de l'époque.

Selon vous, quelles ont été les conséquences de la disparition de la RDA de la carte politique mondiale ?

Le plus garve est que l'équilibre des forces a radicalement changé en Europe et dans le monde. Le système socialiste a commencé à s'effondrer. Partout, sauf en Roumanie, ces processus ont été relativement pacifiques.

Qu'est-ce qui a contribué à L'exode massif des citoyens est-allemands vers l'ouest entre 1987 et 1989 ?

C'était L'ouverture des frontières entre la Hongrie et L'Autriche. Et pourquoi la Hongrie a-t-elle fait cela ? La politique de la main tendue.
C'était, bien sûr, un processus qui a déséquilibré le monde qui s'est consolidé au cours des plus de quarante ans qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale. Nous avons dû reconstruire tout le système de politique étrangère, et cela à partir d'une position de faiblesse.

Qu'était L'Union soviétique en 1989-1990 et encore plus en 1991 ?

C'était, franchement, le début de la fin de l'URSS.
En février 2024, une Initiative a été présentée en Russie pour la résiliation du Contrat deux plus quatre. Que pensez-vous de cette idée ?
J'ai discuté de cette idée en privé avec mes collègues qui sont ou étaient actuellement des spécialistes de Allemagne. Bien sûr, c' est tentant de tester L'Allemagne …
Seule la paix peut sortir du sol allemand !
Oui, il mettre ces déclarations sous leur nez. Mais immédiatement, la question se pose de savoir ce que cela nous apporte. Qu'est-ce que cela changerait ? Cela ne changerait rien.
Et la deuxième question : le "grand traité" [C'est-à-dire le Traité de bon voisinage, de partenariat et de coopération] est liée à ce traité, le paragraphe qui stipule que les deux parties doivent préserver L'intégrité territoriale non seulement de l'autre, mais aussi des autres États. Avec cela, nous nous engagerions dans de nouvelles querelles infructueuses.

Je pense que dans l'état actuel des choses, en 1990, nous aurions peut-être dû ajouter une formulation supplémentaire au traité sur l'inadmissibilité de L'utilisation des forces armées les unes contre les autres, en complétant le mot "armes", c'est-à-dire : inadmissibilité de l'utilisation des "forces armées et des armes" ?

Si l'on tente maintenant de résilier le contrat deux plus Quatre, il faut garder à l'esprit que, premièrement, ce ne sont pas seulement nous et la RFA, cela concerne d'autres parties qui

participent à l’Accord.

Et deuxièmement : qui gagne et qui perd en conséquence ? Encore nous.
Ce n’est donc pas un hasard si, après mûre réflexion, ces approches de discussion se sont à nouveau tues chez nous. Je ne m’en soucierais pas pour le moment, d’autant plus que ces traités sont encore formellement en vigueur. Il est clair qu’ils ne fonctionnent pas dans la pratique, mais cela ne signifie pas que nous n’en aurons plus besoin dans un certain temps. L’Allemagne et la Russie ne disparaîtront pas de la carte. Nous serons obligés de construire nos relations sur de nouvelles bases, en nous appuyant sur les réalisations du passé. On sait que nous avons déjà eu des situations pires avec L’Allemagne qu’aujourd’hui – et pas seulement une fois.

Vladimir Mikhailovich Polenov est un diplomate soviétique et russe, Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire de 1re classe, qui a longtemps travaillé en RFA et a participé aux négociations deux plus quatre. Il est L’auteur du traité de bon voisinage, de partenariat et de coopération entre la RFA et L’Union soviétique de 1990, qui a établi les bases des relations russo-allemandes pour les prochaines décennies.
Artem Sokolow, chercheur principal à L’Institut D’études internationales du MGIMO, est un expert reconnu des relations internationales. Ses recherches portent sur la politique étrangère et intérieure allemande, l’histoire allemande et l’intégration européenne.
Le présent entretien est intégré dans le rapport analytique sur la réunification allemande, préparé au MGIMO du Ministère russe des Affaires étrangères, 2024.
Le rapport sous-jacent" réunification désunion : 35 ans D’adhésion de la RDA à la RFA " poursuit la tradition de recherche de L’Institut D’études internationales du MGIMO sur la politique allemande.